René GREVET, *L'avènement de l'école contemporaine en France (1789-1835)*, Presses Universitaires du Septentrion, 2001, 358 p.

Serge Bianchi

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/4872>

DOI : 10.4000/ahrf.4872

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2003

Pagination : 198-200

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Serge Bianchi, « René GREVET, *L'avènement de l'école contemporaine en France (1789-1835)*, Presses Universitaires du Septentrion, 2001, 358 p. », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 331 | janvier-mars 2003, mis en ligne le 18 avril 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/4872> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.4872>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

René GREVET, *L'avènement de l'école contemporaine en France (1789-1835)*, Presses Universitaires du Septentrion, 2001, 358 p.

Serge Bianchi

- 1 Entre les projets des Constituants de 1789 et les retombées de la loi Guizot sur l'école élémentaire, René Grevet voit l'avènement de l'école contemporaine bien avant la Troisième République et les lois Ferry. Cette vision n'est pas nouvelle. L'ouvrage présente toutefois le mérite d'aborder, en termes de continuité et de ruptures, un demi-siècle de mutations scolaires et de réformes, reliant des régimes aussi différents que les Assemblées révolutionnaires, l'Empire et les restaurations monarchiques. Deux grandes parties structurent l'ensemble. La première, consacrée au rôle de l'État, retrace les débats permanents, les lois fondamentales, la question délicate de la liberté face au monopole public, l'administration et le financement des niveaux d'enseignement, du primaire au supérieur. La seconde traite de la « naissance » de l'école, en termes d'application et de bilans scolaires, de formation et de pratique des instituteurs, de contenu pédagogique, pour terminer par le dualisme scolaire constitutif de l'exception scolaire française jusqu'à nos jours. Chaque thème est envisagé sous l'angle de l'évolution chronologique. La démarche et le projet, considérables, présentent des vertus évidentes et quelques inconvénients (mineurs). La restitution de la place de la Révolution française dans cette périodisation est particulièrement intéressante.
- 2 L'école rêvée par les législateurs de la Constituante et de la Convention n'a pu être mise en place sur le terrain. L'idée mixte d'un « échec » de la Révolution mais d'une formulation « contemporaine » des enjeux fondamentaux dans la décennie 1789-1799 - gratuité, obligation, mixité, laïcité, formation des enseignants, liberté - prévaut, assortie de nuances importantes. R. Grevet montre bien le maintien de l'école primaire traditionnelle jusqu'en 1793, les avancées républicaines contrariées de l'an II, le déclin de l'école publique sous le Directoire, compensé par la renaissance des écoles

particulières. Si l'intervention croissante de l'État et de l'idéologie engendrent un dualisme scolaire, les anticipations pédagogiques de la Révolution ouvrent un espace de réformes décisif, et le niveau scolaire « national » ne s'est pas effondré, malgré les jugements négatifs et connotes sur la Révolution française. Ni condamnation, ni réhabilitation mais une légitime prudence sur le bilan de la décennie traduisent une démarche pragmatique, sensible aux avancées, aux anticipations comme aux utopies d'une période si complexe. Cependant la Révolution est traitée parfois comme un bloc, alors que d'autres analyses (décalées) laissent deviner l'effort et les demandes de la Convention montagnarde - des communes, des sociétés populaires, des bataillons d'enfants, en cocardes et bonnets rouges -, en contraste du reflux visible de l'école publique en milieu rural sous le Directoire, au détriment des campagnes et de l'enseignement des jeunes filles.

- 3 La succession des régimes, du Consulat à la Monarchie de Juillet ne se réduit pas à des phases contrastées de monopole de l'État - par l'Université de 1808, la création d'un ministère pour l'instruction publique en 1824, ou les phases anticléricales de 1828 ou 1831 - et de reconquêtes ecclésiastiques - par les lois de 1816 et de 1824. L'État conserve un rôle majeur, dans les structures, les incitations législatives, la progression du financement, la surveillance et le contrôle des maîtres, jusqu'à l'apogée de la loi Guizot.
- 4 Le retour des congrégations, contrarié par les ministères successifs, ne concerne qu'une minorité d'écoles de garçons, une majorité d'écoles de filles, moins de 25 % du total des élèves scolarisés dans tous les cas. R. Grevet montre surtout la double tendance de ce demi-siècle décisif. D'une part, les progrès de l'alphabétisation ont précédé la loi Guizot, dans la mesure où l'on dépasse 50 % d'enfants scolarisés à la fin de la Restauration, 59 % en 1833, quand fonctionnent des écoles dans les trois quarts des communes. De l'autre, l'impulsion donnée par la loi Guizot de 1833 est décisive dans de nombreux domaines, même freinée par le manque d'implication des autorités locales : obligation d'ouvrir des écoles, participation de l'État à la construction et au traitement des instituteurs, vaste consultation et surveillance du corps enseignant. Bien avant les lois de la Troisième République, l'école primaire est devenue une priorité de l'État, de la classe intellectuelle, tandis que les deux écoles coexistent, au sein d'un affrontement des méthodes d'enseignement qui se traduit par le succès final de l'enseignement simultané - inspiré par les Frères des Écoles chrétiennes, moins coûteux et plus efficace ? -, sur l'enseignement mutuel, en vogue dans les années 1816. L'enseignant du primaire devient progressivement un professionnel, un fonctionnaire, plus ou moins surveillé et formé, plus ou moins dépendant des autorités de tutelle, plus ou moins payé et logé selon les régimes, selon le sexe. Des tentatives d'enseignement « intermédiaire » à destination des classes moyennes visent à combler le fossé entre les écoles des élites et celles du peuple. La loi Guizot facilite la promotion des instituteurs « du peuple », leur formation dans les écoles normales, et lance le mouvement de création des mairies-écoles, peu abordé par R. Grevet. Les destinées de l'enseignement secondaire sont retracées dans l'aventure des écoles centrales, comme dans la naissance des lycées, sans apports novateurs particuliers. La précision des données quantitatives - valable pour le supérieur - et la mise en valeur d'un enseignement intermédiaire - par les collèges communaux - sont précieuses, ainsi que l'implication budgétaire de l'État, par le système des bourses, l'aide à la gratuité (les salles d'asile). L'actualité de certains débats de l'époque est impressionnante, en terme de dualisme scolaire, de niveau des élèves et des instituteurs, de méthodes pédagogiques... C'est dire combien la consultation de l'ouvrage de R. Grevet peut apporter aux historiens et aux praticiens de

l'enseignement, malgré quelques problèmes de lectures et d'interprétations, que l'on peut signaler plus brièvement.

- 5 Le découpage par grands thèmes - législation, administration, application des lois, évolution des instituteurs, pratiques pédagogiques, enseignement secondaire et supérieur, perception - conduit à des développements chronologiques successifs, engendrant des risques de redites et de parcellisation des connaissances : tel projet de loi sera mentionné dans différents chapitres : pour le vote, les dispositions, l'application, les retombées financières et pédagogiques. L'unité profonde et les priorités des régimes successifs s'en trouvent parfois obscurcies. Les inégalités entre les couches sociales, les régions et les sexes sont parfois à recentrer, à remettre en perspective par le lecteur. Certaines conclusions laissent une impression mitigée : l'institutrice républicaine n'a-t-elle pas d'équivalent masculin, alors que les analyses sur l'école de la Révolution laissent deviner d'autres interprétations ? On peut contester telle analyse, tel jugement de valeur sur les dérives des projets déchristianisateurs de l'an II. On peut se demander si un recentrage de l'ouvrage sur la seule école primaire n'aurait pas été plus efficace. La plus grande partie du livre est consacrée au niveau élémentaire, aux pratiques, aux expériences touchant le corps des instituteurs, et les quelque 6 millions de garçons et de filles à scolariser. Mais le lecteur aurait été privé des riches développements sur les écoles centrales du Directoire, expérience originale en termes de matières enseignées, de méthodes et de programmes. Enfin, certains jugements généraux - échec, avancée, indifférence du peuple des campagnes par rapport à l'école - sont formulés parfois à partir d'exemples régionaux singuliers. Mais R. Grevet a souvent multiplié les cas complémentaires pour ne pas risquer ce type de déséquilibre, inhérent à la recherche de pointe.
- 6 Il faut souligner enfin l'apport pédagogique de l'ouvrage, lié à la présence de nombreux documents illustrant l'analyse. Tableaux récapitulatifs, encadrés de lois, de projets ou de budgets, citations éclairantes : René Grevet fournit au lecteur une masse de données, d'éléments directement utilisables par les étudiants et les chercheurs. Sa maîtrise des archives est évidente, à la fois nourrie de ses recherches sur le terrain bien balisé du Pas-de-Calais et de la fréquentation des Archives nationales, dont l'inépuisable sous-série F 17 de l'Instruction publique : textes de lois, rapports d'inspecteurs, programmes, réactions d'instituteurs, tableaux comparatifs, cartes... Plus intéressants encore sont les apports statistiques, d'une grande précision, relatifs aux financements, aux effectifs comparés des enseignements public et privé, à la progression des élèves scolarisés. L'auteur développe particulièrement des aspects familiers de sa thèse ou de ses communications scientifiques, relatifs aux relations de l'État et de l'école, à la promotion des institutrices républicaines, au rôle des Idéologues... Il souligne particulièrement le poids respectif de l'administration universitaire - des inspecteurs, des recteurs, des jurys - et des institutions publiques (préfets), ecclésiastiques et locales. Le tout est valorisé par une utilisation judicieuse et sélective de la bibliographie essentielle, et par le recours constant aux sources imprimées - recueils de documents et *Archives parlementaires*. Le style, très didactique, contribue enfin à l'impression d'efficacité et d'utilité de l'ensemble, dont on peut fournir quelques conclusions marquantes.
- 7 Les grands manuels de l'histoire de l'enseignement ne sont pas démodés par la parution de l'ouvrage, sur le plan des perspectives et des interprétations, mais ce livre apporte des compléments et des illustrations indispensables à l'utilisation des classiques. La

masse impressionnante des archives et des statistiques maîtrisées et restituées par René Grevet emporte cependant l'adhésion. Il sera désormais délicat d'aborder les questions majeures du poids de l'État dans l'enseignement primaire, ou des pratiques pédagogiques des instituteurs sans se référer à cet ouvrage probe, érudit, utile et efficace.